

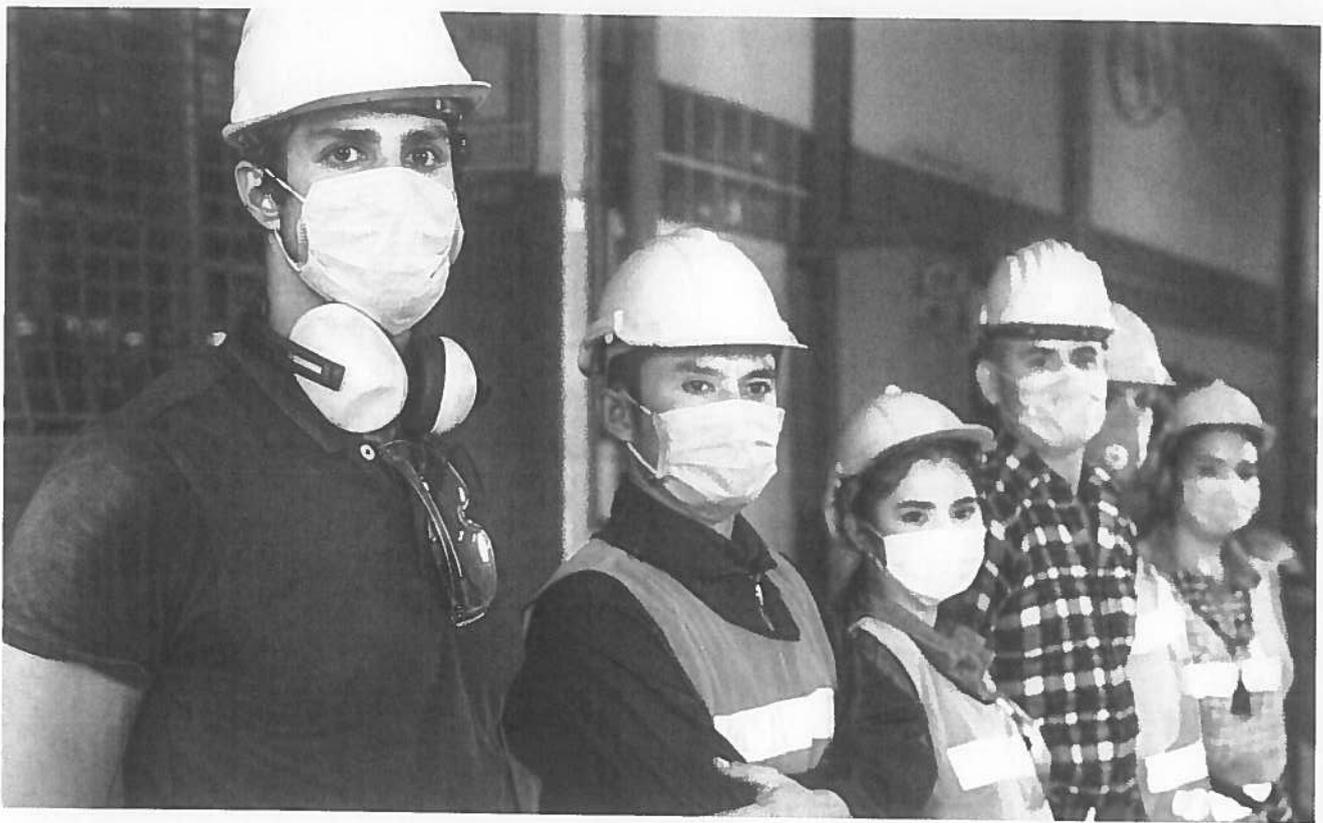
LE CHOC ÉCONOMIQUE DU COVID-19 SERA VIOLENT POUR LES FRONTALIERS, MAIS ILS PEUVENT REBONDIR

Genève et Vaud ont été les cantons les plus touchés après le Tessin par le Covid-19, mais l'épidémie a été plutôt bien gérée en Suisse, avec une mortalité par million d'habitants moitié moindre qu'en France. Reste que malgré un semi-confinement moins strict que dans l'Hexagone, le choc économique a été très violent. En première ligne, les frontaliers risquent d'en payer le prix, même si les perspectives restent bonnes à plus long terme...



« Je travaillais dans un commerce à l'aéroport, qui a touché l'aide de l'Etat. Mais une semaine après, fin mars, j'ai quand même été licenciée ». Comme pour cette frontalière du Pays de Gex, l'arrêt quasi-total de l'économie à la mi-mars, s'est fait sentir immédiatement. Et cette fois, même pas le principe « du dernier arrivé, premier licencié » dont sont souvent victimes les frontaliers. La quadragénaire a effectué 17 ans dans la même entreprise, balayés quasiment du jour au lendemain... Mais alors que la vie économique reprend à peine en Suisse comme ailleurs, il est encore difficile de quantifier précisément l'ampleur de la casse sociale, même si elle s'annonce massive. Et il faudra un certain temps pour le faire. Le régime de Réduction des Heures Travaillées (RHT) – ce que l'on appelle le chômage partiel -, instauré dès le début de la crise a permis de jouer un certain rôle d'amortisseur pour beaucoup de salariés.

Pas tous, d'ailleurs. Les temporaires par exemple n'en ont souvent pas bénéficié et ont payé un très lourd tribut à l'arrêt de l'économie, perdant souvent leur emploi rapidement. Et si le gouvernement a amélioré



le dispositif perte de gain, ils se trouvent aujourd'hui parfois dans des situations sociales douloureuses. Reste qu'au plus fort de la crise sanitaire, pas loin de 40% des salariés à Genève étaient au bénéfice de ce régime de RHT. Du jamais vu que ce chiffre légèrement supérieur à celui de la Confédération dans son ensemble, où l'on était à un travailleur sur trois. En attendant, le chômage partiel a joué son rôle. Il a diminué le « vrai » chômage. Début mai, les chiffres montraient un fort accroissement dans tous les cantons frontaliers (et en Suisse en général), mais les 4,4% du Jura, les 4,5% de Neuchâtel ou du Valais, les 4,9% atteints par Vaud ou les 5% de Genève sont un moindre-mal compte-tenu de l'arrêt total de la vie sociale.

Le problème est qu'il ne s'agit que d'une étape. Et que ces taux de chômage retranscrivent de toute façon mal l'évolution pour les Permis G, car les chômeurs frontaliers sont indemnisés par l'Unedic française. Il y a donc un certain temps de latence pour que les bons chiffres sortent. Mais ce que l'on sait, c'est que les frontaliers sont souvent les premiers à passer à la trappe. Et que les secteurs économiques

où ils sont très nombreux souffrent particulièrement des conséquences de cette crise. Avec le chômage partiel, moyennant une baisse de 20% du salaire, ils ont pu être conservés dans les entreprises, en attendant des jours meilleurs. Mais ces jours meilleurs viendront-ils ? Pour un certain nombre de sociétés déjà fragiles, pas du tout sûr.

LE RETOUR DES ANNÉES 90 ?

Le danger est grand de voir une multitude de licenciements, notamment dans les secteurs les plus fragiles. La construction, et plus encore le commerce de détail, certaines sociétés dans l'industrie, ou l'hôtellerie-restauration inquiètent. Des secteurs qui représentent un très grand nombre d'emplois. Rien que sur Genève, les bars, restaurants et hôtels pèsent 15 000 salariés, dont énormément de frontaliers, qui ont un savoir-faire unique dans des métiers comme chef ou réceptionniste, souvent nourri d'autres expériences à l'étranger...

« Notre problème, peut-être plus encore que l'arrêt de l'activité qui a été brutal, mais encadré, c'est la reprise qui va être très

lente » estime un restaurateur frontalier de Plainpalais. Les 20 000 établissements du pays ont rouvert le 11 mai, plus précocement qu'en France, mais dans des conditions de distanciation sociale peu rentables. Les établissements ont perdu beaucoup de couverts. Au point que Casimir Platzer, président de GastroSuisse estimait que 40% pourraient fermer si les mesures n'étaient pas assouplies. Et puis, le tourisme est quasiment à l'arrêt. Dans l'hôtellerie, « *un retour à la situation des réservations de 2019 n'arrivera pas avant 2025* » estime le canton de Genève, qui a lancé un plan d'aide alors que les hôtels qui vivent à 80% de la fréquentation étrangère sont menacés. Y compris des palaces emblématiques comme le Richemond, qui pourrait fermer. Certes temporairement, mais avec quand même 141 licenciements à la clé...

L'aéroport de Genève inquiète aussi. Sur la plate-forme, travaillent en effet 10 000 salariés. Et la reprise du trafic va être très lente. Lorenzo Stoll, le patron de Swiss pour la Suisse romande, ne prévoit au mieux que 60% de l'activité pour la fin de l'année. Et a même évoqué la perspective de partager le travail entre les salariés pour éviter des

licenciements. Chez le rival easyJet, la direction européenne a évoqué de possibles licenciements, sans évoquer Genève pour l'instant, mais ce n'est que le début. Genève aéroport a également dit que cela pourrait arriver. A côté de ces poids-lourds, il y a aussi une multitude de sous-traitants, qui ont procédé dès le début de la crise à des départs. Le syndicat Unia a remis une pétition demandant la mise en place d'un fonds de soutien pour les travailleurs précaires et l'interdiction de licenciement pour les entreprises ayant touché de l'aide étatique. Car Berne a décidé de débloquer 2 milliards de francs pour aider l'industrie aéroportuaire.

Dans ce contexte pour le moins morose, les plus anciens des frontaliers s'inquiètent d'un retour des années 90. Au tout début de cette décennie-là, la Suisse recensait 33 000 permis G, un record après une hausse quasi-ininterrompue dans les années 80. Mais voilà, l'économie genevoise en particulier et suisse en général, entrainé dans une dépression inédite. A la fin du printemps 1998, peu avant que la France devienne championne du Monde de foot, le nombre de frontaliers à Genève atteignait un plus bas historique, d'un peu plus de 26 000. En quelques années, un quart des effectifs avait été perdu, avant le

rebond que l'on connaît aujourd'hui. Faut-il craindre pareil scénario ? Bien malin qui peut le prévoir, tant la crise économique née du Covid-19 s'annonce inédite par bien des aspects.

LA SUISSE COMPTE SUR LES FRONTALIERS POUR REMPLACER SES RETRAITÉS

Dans tous les pays occidentaux, les indicateurs du début 2020 sont les pires depuis la Seconde Guerre mondiale. Mais l'économie n'y a pas été détruite, juste mise en sommeil, et de façon volontaire puisque ce sont les gouvernements eux-mêmes qui ont décidé de l'arrêter via les diverses mesures de confinement. De sa capacité de rebond dépend le scénario pour l'emploi des frontaliers qu'il est encore difficile d'appréhender aujourd'hui. Car, à côté de la situation très difficile décrite, il y a aussi des motifs d'espoir pour que l'emploi des frontaliers reparte. A moyen terme, les fondamentaux économiques de la Confédération Helvétique restent bons. Avec d'importants excédents budgétaires chaque année, Berne a les moyens de s'offrir un plan de relance XXL dès cette année.

Surtout, la situation structurelle de la Suisse n'a pas changé, avec un gros manque d'œuvre de main-d'œuvre à venir, du fait du départ à la retraite des générations de baby-boomers. Et cela commence dès aujourd'hui : 2020 est la première année où le pays va compter plus de retraités que de nouveaux entrants sur le marché du travail. Ce déséquilibre ne va faire que s'accroître dans les 10 ans qui viennent selon une étude de la banque Crédit Suisse publiée l'an passé. D'ici la fin de la décennie, 1,1 million de personnes partiront à la retraite, soit un emploi sur 5 puisque la population active helvète est d'un peu plus de 5 millions de personnes. Les secteurs les plus touchés ? Ceux à la moyenne d'âge élevée : « agriculture, industrie traditionnelle, transports ». Et surtout « les services administratifs et sociaux », notamment dans la santé. Pour les remplacer, la solution la plus naturelle est de faire appel aux frontaliers, car la Confédération ne dispose d'aucune réserve. Mais en attendant ces bonnes perspectives, il faudra encaisser le choc économique de l'après Covid-19, en espérant qu'il ne soit pas aussi dur qu'on pourrait le craindre, ce qui est aussi un scénario possible...

